

leur parti. C'est l'occasion pour les députés de discuter de l'une des questions internationales les plus importantes, à savoir l'endettement de plus en plus important des pays en développement.

Mon collègue connaît l'incidence de cette mesure législative. Celle-ci maintient le statu quo; en fait, monsieur le Président, elle aggrave ce statu quo. Le député sait parfaitement bien que cette mesure prévoit l'imposition de nouvelles sanctions aux pays qui sont incapables de rembourser leurs emprunts.

En d'autres mots, si vous êtes tellement pauvres que vous ne pouvez tout simplement pas rembourser vos créanciers, ceux-ci vous imposent des peines encore plus lourdes, de sorte que vous ne pourrez même pas espérer pouvoir rembourser votre dette dans l'avenir. Ce n'est pas un bon projet de loi.

**M. Manley:** Que proposez-vous? Que nous donnions notre argent?

**M. Riis:** On peut faire beaucoup de propositions. Les libéraux cherchent la bonne accroche. Ils veulent des déclarations qui passent bien à la télévision. Pourtant, leur chef, Jean Chrétien n'a pas fait une seule déclaration dans le cadre de l'élection complémentaire. Il est impossible de connaître la position des libéraux sur quoi que ce soit.

Nous examinons la possibilité que le FMI joue un rôle en matière de développement économique. Il ne s'agit pas d'imposer les idéologies des conservateurs ou des libéraux—c'est la même chose—aux pays en développement. Absolument pas.

Examinez la question de l'aide internationale et demandez-vous ceci: «Qui fournit l'aide internationale la plus utile?» Vous devez répondre que ce sont les ONG.

Je suis conscient du fait que ce projet de loi ne concerne pas vraiment cette question, mais c'est la seule occasion qui nous est donnée de discuter du rôle du Canada à l'étranger en matière d'aide économique ou autre. C'est le genre de propositions que nous devons avoir l'occasion de discuter. Toutefois, comme il ne semble pas que nous ayons cette possibilité, j'aimerais déposer une motion. Par conséquent, je propose:

Que la Chambre s'ajourne maintenant.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je sais que le député a une grande expérience de la Chambre, mais je voudrais lui lire le texte de l'article 25 du Règlement. J'en ai d'ailleurs un exemplaire pour le député. Voici ce texte:

Lorsqu'un ordre permanent ou spécial de la Chambre prescrit que les affaires spécifiées en vertu d'un tel article doivent se poursuivre,

être immédiatement réglées ou terminées à une séance quelconque, la Chambre ne peut être ajournée qu'après les délibérations, sauf en conformité d'une motion d'ajournement proposée par un ministre de la Couronne.

Le député comprend sûrement cette disposition. La motion est donc irrecevable.

**M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca):** Monsieur le Président, je voudrais juste faire quelques observations dans le cadre du débat qui se déroule sur cet important projet de loi.

Comme le leader parlementaire du Nouveau Parti démocratique l'a clairement expliqué, nous nous posons de sérieuses questions au sujet de l'augmentation de la dette des pays du tiers monde. Jusqu'où allons-nous laisser cette dette s'accumuler? Quand sera-t-il temps de dire que c'est assez? Quand allons-nous cesser de brandir la menace de cette dette pour imposer au tiers monde nos objectifs et nos solutions économiques? Quel degré d'austérité pouvons-nous supporter au Canada et quel degré voulons-nous imposer aux pays du tiers monde écrasés par leur dette? Allons-nous établir des politiques d'extrême-droite à la Milton Friedman dans lesquelles le FMI serait réduit au rôle de percepteur au lieu de trouver de nouveaux moyens conçus vraiment pour aider les pays auxquels nous prêtons de l'argent?

Si les députés du gouvernement et de l'opposition soutiennent que ce devrait être un organisme de recouvrement, n'y a-t-il pas aussi une responsabilité morale, lorsqu'on accorde des prêts, de faire une certaine planification avec les emprunteurs? Sommes-nous en train d'asservir des économies à nos conceptions? Ou nous préoccuons-nous de ce qui devrait faire la force émergente avec les besoins propres à ces pays? Puisque le Parti libéral s'interroge sur notre politique, le FMI prend-il le temps de préciser que c'est l'économie indigène qu'il faut soutenir et renforcer au lieu d'imposer des théories économiques non éprouvées qui sont appliquées dans notre pays?

Il est très intéressant de parler à bâtons rompus de ce que nous espérons faire, ce que nous voulons faire. Mais nous finissons toujours par imposer nos vues aux pays du tiers monde en comptant, parce que nous leur avons prêté de l'argent, qu'ils connaissent le succès tel que nous le concevons. Du fait de notre attitude, nous nuisons plus à l'Amérique centrale et à l'Amérique du Sud que nous ne les aidons.

Parfois, il vaut mieux laisser les gens s'aider eux-mêmes, leur permettre de définir leurs besoins plutôt que de leur imposer un régime sans savoir s'il leur convient vraiment, ce qui est essentiel. Nous ne sommes